



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
24 août 2017
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Quarante-septième session

Bonn, 6-15 novembre 2017

Point 16 b) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au renforcement des capacités

**Rapport intermédiaire technique annuel sur les travaux
du Comité de Paris sur le renforcement des capacités**

**Rapport intermédiaire technique annuel sur les travaux
du Comité de Paris sur le renforcement des capacités**

Résumé

Le présent rapport est consacré aux travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités entre la première réunion du Comité, tenue en mai 2017, et le mois d'août 2017. Il contient des informations sur la première réunion du Comité et sur la composition de ce dernier. Il présente en outre le règlement intérieur et les modalités de fonctionnement du Comité et le plan de travail glissant pour la période 2017-2019 et décrit les progrès accomplis par le Comité dans la mise en œuvre de ce plan de travail. Des informations sur l'état d'avancement des travaux du Comité relatifs au domaine ou thème de 2017 y sont également présentées, de même que les recommandations du Comité à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, pour examen et communication à la Conférence des Parties, selon qu'il conviendra.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-4	3
A. Mandat	1-2	3
B. Portée du rapport.....	3	3
C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre	4	3
II. Recommandations à la Conférence des Parties	5-6	3
III. Délibérations de la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités.....	7-14	5
A. Élection des coprésidents et membres du Comité.....	7-8	5
B. Première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités.....	9-14	6
IV. Travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités en 2017.....	15-43	7
A. Modalités et procédures de fonctionnement du Comité de Paris sur le renforcement des capacités	15-17	7
B. Mise en œuvre du plan de travail pour le renforcement des capacités (2016-2020)	18-33	7
C. Domaine ou thème soumis à l'examen du Comité pour 2017	34-39	10
D. Domaine ou thème pour 2018.....	40-43	11
 Annexes		
I. Membres du Comité de Paris sur le renforcement des capacités à la date du 9 août 2017.....		12
II. Règlement intérieur et modalités de fonctionnement du Comité de Paris sur le renforcement des capacités.....		13
III. Paris Committee on Capacity-building technical exchange on the 2017 focus area or theme		18
IV. Rolling workplan of the Paris Committee on Capacity-building for 2017-2019.....		28

I. Introduction

A. Mandat

1. Au paragraphe 71 de sa décision 1/CP.21, la Conférence des Parties a décidé de créer le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, qui serait chargé de remédier aux lacunes et de répondre aux besoins, actuels et nouveaux, liés à l'exécution des activités de renforcement des capacités dans les pays en développement Parties à la Convention et d'intensifier encore les efforts de renforcement des capacités, notamment la cohérence et la coordination des activités menées dans ce domaine au titre de la Convention.

2. Le Comité est également chargé d'établir des rapports intermédiaires techniques annuels sur ses activités pour présentation à la Conférence des Parties par l'intermédiaire de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de les communiquer aux sessions du SBI qui coïncident avec les sessions de la Conférence des Parties¹.

B. Portée du rapport

3. Le présent rapport contient des renseignements sur les travaux effectués par le Comité entre sa première réunion, tenue en mai 2017, et le mois d'août 2017, y compris au cours de cette première réunion et pendant l'intersession. Il renferme, par chapitre, des recommandations et conclusions du Comité devant être communiquées par le SBI à la Conférence des Parties pour examen (chap. II), ainsi que des informations sur les délibérations de la première réunion du Comité (chap. III) et sur les travaux du Comité menés en 2017 (chap. IV). Figurent dans les annexes la liste des membres du Comité au 9 août 2017 (annexe I), le règlement intérieur et les modalités de fonctionnement du Comité (annexe II), un rapport récapitulatif sur l'échange technique d'une journée consacré au domaine ou thème de 2017 (annexe III) et le plan de travail glissant du Comité pour la période 2017-2019 (annexe IV).

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

4. Le SBI est invité à examiner les informations figurant dans le présent rapport. En particulier, il voudra peut-être examiner les recommandations énoncées dans le chapitre II ci-après et les communiquer à la Conférence des Parties pour examen et adoption, le cas échéant.

II. Recommandations à la Conférence des Parties

5. Compte tenu des travaux qu'il a entrepris en 2017, le Comité a adopté les recommandations ci-après que le SBI voudra bien transmettre à la Conférence des Parties pour examen. La Conférence des Parties voudra peut-être :

a) Prendre note du plan de travail glissant du Comité pour la période 2017-2019 (voir annexe IV) et l'approuver ;

b) Inviter les Parties et les organismes concernés à fournir des ressources et un appui suffisants pour la mise en œuvre du plan de travail glissant 2017-2019 du Comité ;

c) Prendre note du règlement intérieur et des modalités de fonctionnement du Comité (voir annexe II) ;

d) Prendre note du résumé des débats d'une journée consacrés au domaine ou thème de 2017 du Comité (activités de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris)

¹ Décision 2/CP.22, annexe, par. 17.

(voir annexe III), et en particulier des recommandations et des conclusions du Comité figurant au paragraphe 6 ci-dessous et également aux paragraphes 60 et 61 de l'annexe III ;

e) Noter que le domaine ou le thème de 2018 sera le même que celui de 2017, comme en a décidé le Comité ;

f) Noter que les représentants des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et des organes constitués au titre de la Convention seront invités à participer à la deuxième réunion du Comité (voir par. 42 et 43 ci-dessous)

6. La Conférence des Parties voudra peut-être aussi prendre note des recommandations et conclusions du Comité ci-après, formulées sur la base des résultats de l'échange technique d'une journée consacré au thème ou domaine de 2017 (voir annexe III pour le rapport complet de cette séance d'une journée). Les résultats, y compris les conclusions ci-après, seront examinés plus avant pendant l'intersession et lors de futures réunions du Comité dans le cadre de la gestion et de l'exécution du plan de travail glissant 2017-2019 (voir par. 5 a) ci-dessus) :

a) Le Comité recommande à la Conférence des Parties d'assurer l'alignement thématique des travaux du Forum de Durban de 2018 sur le renforcement des capacités avec le domaine ou le thème de 2017-2018 du Comité sur les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte de l'Accord de Paris ;

b) En outre, la Conférence des Parties voudra peut-être prendre note des conclusions du Comité ci-après relatives à la mise en œuvre de son plan de travail pour ce qui concerne le domaine ou thème de 2017-2018, compte tenu des résultats des débats organisés à ce sujet :

i) Le Comité sera informé de la situation par les rapports de synthèse sur les précédentes réunions du Forum de Durban, notamment en tirant des renseignements pertinents et d'éventuelles recommandations ;

ii) Le Comité s'attachera à dresser le bilan de toutes les activités de renforcement des capacités entreprises aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et à mettre ces informations à la disposition des Parties et des entités non parties, pour assurer l'échange d'informations sur les activités pertinentes de renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, notamment en établissant une cartographie des divers besoins en matière de capacités, sur les parties prenantes concernées, sur les meilleures pratiques et sur les enseignements tirés de l'expérience, par exemple en utilisant le portail consacré au renforcement des capacités. Il veillera aussi à étoffer la collaboration avec le large éventail de parties prenantes concernées, y compris les milieux universitaires et le secteur privé, par exemple en les invitant à présenter des communications et en mettant à profit ces communications ;

iii) Le Comité s'attachera également à établir une analyse des besoins et des lacunes en matière de renforcement des capacités dans le contexte de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et, le cas échéant, à recommander des lignes directrices sur la manière de réaliser des évaluations des besoins et des lacunes en matière de capacités et sur les moyens d'améliorer les mesures de renforcement des capacités des Parties pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national ;

iv) Le Comité s'attachera en outre à étudier plus avant et à mettre à profit les diverses propositions formulées par les participants lors de la séance d'une journée concernant notamment :

a. L'indication de renvois, sur le portail consacré au renforcement des capacités, à tout module de formation utile en la matière ou à des matériels pertinents ;

- b. L'établissement d'un inventaire d'autres plateformes et portails existants, y compris en étudiant comment ils pourraient être utilement associés au portail consacré au renforcement des capacités ;
- c. La nécessité de créer des points de contact nationaux pour le renforcement des capacités ;
- d. La nécessité de fournir des lignes directrices pour la présentation d'informations sur les besoins en renforcement des capacités dans les rapports nationaux établis au titre de la Convention, notamment dans les communications nationales et les rapports biennaux actualisés ;
- e. La nécessité de prendre en compte la problématique hommes-femmes dans le renforcement des capacités en faveur de l'action climatique ;
- f. La nécessité de recommander une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes internationales et nationales, et de nouer des partenariats avec des entités au niveau infranational, y compris avec les villes, les districts et les provinces, pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national ;
- g. L'organisation de manifestations et d'ateliers consacrés au renforcement des capacités, en particulier au niveau régional.

III. Délibérations de la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

A. Élection des coprésidents et membres du Comité

7. M. Mohamed Nbou (Maroc) et M. Matti Nummelin (Finlande) ont été élus Coprésidents du Comité en 2017, conformément au paragraphe 8 de l'annexe à la décision 2/CP.22.

8. Les 12 membres du Comité ont participé à la première réunion (voir annexe I). En outre, les représentants ci-après des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et des organes constitués ont été désignés pour participer à la première réunion, conformément au mandat du Comité² :

- a) M^{me} Milena Gonzalez Vasquez, Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ;
- b) M. Clifford Polycarp, Fonds vert pour le climat ;
- c) M. Damdin Davgadorj et M^{me} Hlobsile Sikhosana-Shongwe, Comité de l'adaptation ;
- d) M^{me} Mery Yaou, Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) ;
- e) M^{me} Edith Kateme-Kasajja, appuyée par M^{me} Gemma O'Reilly, Comité permanent du financement ;
- f) M. Birama Diarra et M. Naoki Mori, Comité exécutif de la technologie³.

² Dans certains cas, les candidats officiellement désignés n'ayant pas pu assister à la première réunion du Comité, l'entité ou organe concerné a été représenté par un autre membre ou représentant. La liste des participants à la première réunion du Comité donne de plus amples informations à cet égard ; voir http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/capacity_building/application/pdf/lop_pccb_11_13.05.2017.pdf.

³ Voir document FCCC/SBI/2016/20, par. 92.

B. Première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

9. La première réunion du Comité s'est tenue à Bonn (Allemagne), du 11 au 13 mai 2017, parallèlement à la quarante-sixième session du SBI. Y ont participé environ 80 observateurs représentant les Parties, des organisations non gouvernementales, des organisations intergouvernementales, des groupes de réflexion, des banques multilatérales de développement, ainsi que le FEM, le Fonds vert pour le climat, le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques et le Centre et Réseau des technologies climatiques (CTCN). Les observateurs ont pris une part active aux délibérations du Comité⁴.

10. Sauf décision contraire du Comité, la réunion du Comité a été retransmise en direct via YouTube afin d'assurer, dans la mesure du possible, la transparence et une participation sans exclusive. Les enregistrements de la réunion sont disponibles sur demande sur le site Web de la CCNUCC⁵.

11. Afin de promouvoir la participation active des observateurs à sa réunion, le Comité a invité leurs représentants à faire des déclarations générales à l'ouverture de la réunion, à formuler des propositions au cours des débats sur certains points de l'ordre du jour et à prendre une part active aux débats pendant la séance d'une journée consacrée au domaine soumis à l'examen du Comité (deuxième journée de la réunion). Les observateurs ont également été invités à fournir des contributions écrites pendant et après la réunion en vue de contribuer aux délibérations et aux travaux du Comité.

12. Le Comité a consacré toute la deuxième journée de sa première réunion à un échange de vues sur son domaine ou thème de 2017. Diverses communications, y compris de représentants des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et d'autres organes constitués, ont été présentées et des tables rondes et réunions en groupes restreints ont été organisées, ce qui a permis au Comité d'avoir des débats interactifs avec les intervenants et les observateurs. Le programme de la réunion et les communications présentées pendant les échanges techniques sont consultables sur la page Web du Comité⁶. On trouvera un résumé de la séance d'une journée à l'annexe III.

13. Tous les documents de séance sont également disponibles sur la page Web du Comité. En tout, sept notes d'information ont été établies à l'appui des délibérations du Comité.

14. S'agissant de ses travaux, le Comité a approuvé ce qui suit :

- a) Son règlement intérieur et ses modalités de fonctionnement ;
- b) Son plan de travail glissant pour la période 2017-2019 ;
- c) Les modalités de la tenue et du développement du portail consacré au renforcement des capacités⁷ ;
- d) La méthode à appliquer pour entretenir des liens avec les organes constitués et les entités fonctionnelles du Mécanisme financier ;
- e) Les prochaines étapes de la mise en œuvre de son plan de travail glissant, y compris les travaux intersessions sur le domaine soumis à son examen et la finalisation de son rapport intermédiaire technique annuel ;
- f) Le domaine soumis à son examen en 2018 (le même que celui de 2017).

⁴ Voir document FCCC/SBI/2016/20, par. 93.

⁵ <http://unfccc.int/10260.php>.

⁶ <http://unfccc.int/10260.php>.

⁷ <http://unfccc.int/7204.php>.

IV. Travaux du Comité de Paris sur le renforcement des capacités en 2017

A. Modalités et procédures de fonctionnement du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

15. À sa vingt-deuxième session, la Conférence des Parties a prié le Comité de préciser et d'adopter ses modalités et procédures de fonctionnement à sa première réunion⁸. Suite à cette demande, le Comité a adopté son règlement intérieur et ses modalités de fonctionnement tels qu'ils figurent à l'annexe II.

16. Au cours de ses débats sur cette question, le Comité a mis l'accent sur la précieuse contribution des observateurs à ses travaux et est convenu qu'il pourrait, conformément à son règlement intérieur, associer également des organisations ayant la qualité d'observateur à ses travaux, par exemple, des groupes de travail établis sous son égide.

17. Les coprésidents ont également décrit la procédure de participation des observateurs aux réunions du Comité, en précisant que la prise de décisions serait limitée aux membres de ce dernier, mais qu'avant qu'une décision ne soit prise, les observateurs seraient autorisés à apporter des contributions et à faire des déclarations.

B. Mise en œuvre du plan de travail pour le renforcement des capacités (2016-2020)

18. À sa vingt et unième session, la Conférence des Parties a décidé que le Comité administrerait et superviserait le plan de travail pour le renforcement des capacités, qu'elle avait lancé pour la période 2016-2020⁹.

19. Lors du troisième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement au titre de la Convention, la Conférence des Parties, à sa vingt-deuxième session, a invité le Comité, dans le contexte de la gestion du plan de travail pour le renforcement des capacités 2016-2020 :

a) À prendre en considération des questions intersectorielles comme l'égalité des sexes, les droits de l'homme et le savoir des peuples autochtones ;

b) À prendre en considération les résultats du troisième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement ;

c) À prendre en considération les travaux déjà menés sur les indicateurs relatifs au renforcement des capacités ;

d) À promouvoir et étudier les liens avec d'autres organes constitués au titre de la Convention et de l'Accord de Paris dont la compétence s'étend au renforcement des capacités, le cas échéant ;

e) À promouvoir et étudier les synergies en vue d'une collaboration renforcée avec les organismes ne relevant pas de la Convention et de l'Accord de Paris qui mènent des activités de renforcement des capacités ;

f) À prendre en considération les moyens d'améliorer la notification des activités de renforcement des capacités, compte tenu de toutes les initiatives, activités et mesures prévues par la Convention et l'Accord de Paris en matière de renforcement des capacités, ainsi que des mandats actuels en la matière, afin d'assurer la cohérence et la coordination¹⁰.

⁸ Décision 2/CP.22, par. 4.

⁹ Décision 1/CP.21, par. 72 et 73.

¹⁰ Décision 16/CP.22, par. 4.

20. Au cours de sa première réunion, le Comité a engagé des discussions sur la manière de s'acquitter des mandats énoncés aux paragraphes 18 et 19 ci-dessus. Il est convenu d'établir un plan de travail glissant pour la période 2017-2019 compte tenu de l'examen dont il devait faire l'objet et qui devait avoir lieu lors de la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties en 2019¹¹. Il est également convenu de donner suite, dans la mesure du possible, aux activités et conclusions découlant du plan de travail pour le renforcement des capacités 2016-2020 et du troisième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement au titre de la Convention, eu égard à son domaine ou thème annuel¹².

21. Le Comité a examiné son plan de travail en séance plénière et lors de deux séances privées. Afin de respecter les principes de la transparence et d'une participation sans exclusive, il a publié en ligne le projet de plan de travail glissant et invité les observateurs à fournir des contributions et à faire des observations afin d'enrichir les débats. Il a indiqué qu'il continuerait de mettre à profit les nombreuses communications reçues dans la mise en œuvre de son plan de travail.

22. Le Comité est convenu d'adopter son plan de travail glissant 2017-2019 (figurant à l'annexe IV), et d'adresser à la Conférence des Parties une recommandation connexe dans son rapport intermédiaire technique annuel.

23. En outre, le Comité a entrepris des discussions approfondies sur la question de la tenue et du développement du portail en ligne consacré au renforcement des capacités¹³, conformément au paragraphe 73 i) de la décision 1/CP.21. Dans ce contexte, il a noté que le portail pourrait l'aider à s'acquitter de ses mandats¹⁴. Il a demandé au secrétariat de prendre acte des suggestions formulées et de faire des propositions pour y donner suite dans la mesure du possible, compte tenu des contraintes budgétaires du secrétariat. Il a également demandé à ce dernier d'étudier les possibilités d'accroître encore la visibilité du portail, notamment par le biais de mesures de sensibilisation.

24. Le Comité est également convenu de lancer un appel à communications en invitant les parties prenantes intéressées et les organes constitués au titre de la Convention :

a) À formuler des propositions pour améliorer le portail consacré au renforcement des capacités, notamment sur la manière de resserrer les liens avec d'autres plateformes, réseaux ou initiatives ;

b) À soumettre des informations pertinentes à incorporer dans le portail¹⁵.

25. En réponse à cet appel à communications, deux contributions d'organes constitués et 10 contributions de Parties et d'autres parties prenantes intéressées ont été reçues¹⁶. Les communications étaient attendues pour le 31 juillet 2017 au plus tard, mais le Comité a invité les parties prenantes concernées à continuer de présenter leurs vues afin que leurs contributions puissent être dûment prises en considération et intégrées dans ses travaux.

26. Les propositions formulées dans les communications pour améliorer le portail consacré au renforcement des capacités étaient les suivantes :

a) Ajouter un calendrier des manifestations et activités portant sur le renforcement des capacités afin d'accroître la convivialité et l'utilité du portail ;

¹¹ Décision 1/CP.21, par. 81.

¹² Voir aussi document PCCB/2017/1/4, par. 1 et 2.

¹³ <http://unfccc.int/7204.php>.

¹⁴ Une liste de propositions formulées en vue d'améliorer le portail consacré au renforcement des capacités pendant la réunion du Comité figure à l'annexe I au document PCCB/2017/1/10.

¹⁵ L'appel à communications destiné aux organes créés en application de la Convention est consultable à l'adresse http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/capacity_building/application/pdf/080617_pccb_call_for_submissions_constituted_bodies_final.pdf et l'appel à communications destiné aux Parties et autres parties prenantes intéressées est consultable à l'adresse http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/capacity_building/application/pdf/310517_pccb_call_for_submissions_parties_and_stakeholders_final.pdf.

¹⁶ Les communications sont consultables à l'adresse <http://unfccc.int/10412.php>.

- b) Fournir une analyse des données recueillies sur le renforcement des capacités pour informer les décideurs et promouvoir les échanges entre parties prenantes dans le cadre de la Convention et en dehors ;
- c) Ajouter une fonction de recherche permettant aux utilisateurs d'obtenir rapidement des informations sur les différentes entités qui offrent un appui en matière de renforcement des capacités et de financement ;
- d) Insérer des liens Internet directs vers les prestataires d'appui au renforcement des capacités et les donateurs, vers des modules de formation et vers des documents de référence ;
- e) Préciser qui sont les destinataires du portail et donner des informations sur le niveau des financements reçus pour les activités de renforcement des capacités ;
- f) Recueillir des informations sur les mesures de renforcement des capacités à l'échelle régionale, nationale et infranationale ;
- g) Éviter tout double emploi avec d'autres portails comme ceux mis en place par le CTCN et le partenariat relatif aux contributions déterminées au niveau national, par exemple ;
- h) Offrir un espace aux utilisateurs pour qu'ils puissent participer au dialogue sur le renforcement des capacités et faire part de leurs observations ;
- i) Inclure de nouveaux types d'informations concernant notamment les partenariats pour l'apprentissage par le service entre les universités et les délégations des pays les moins avancés, dont l'objectif est d'appuyer le renforcement des capacités des décideurs de ces pays aux fins du processus de négociation sur les changements climatiques.

27. Le Comité est convenu d'analyser la teneur des communications reçues et de recenser les propositions auxquelles il pourrait facilement être donné suite d'ici la fin de 2017 dans les limites des ressources disponibles, en étroite consultation avec le secrétariat.

28. Le Comité est également convenu de prendre note de l'importance des travaux qui étaient actuellement menés par d'autres organes constitués et qui présentaient un intérêt pour un grand nombre de ses domaines d'activité comme indiqué dans le document PCCB/2017/1/6. En outre, il a pris note de l'importance de ses mandats consistant à entretenir des liens avec les organes constitués au titre de la Convention et les entités fonctionnelles du Mécanisme financier.

29. Le Comité est en outre convenu de désigner, parmi ses membres, ceux qui pourraient assurer la liaison avec les organes et les entités susmentionnés, y compris en échangeant des informations pertinentes et en le représentant en qualité d'experts à titre personnel aux réunions et manifestations de ces organes et entités, le cas échéant. À cet égard, il a communiqué à tous les organes constitués au titre de la Convention et aux entités fonctionnelles du Mécanisme financier la liste des membres qu'il avait désignés pour assurer la liaison avec eux, ainsi que son plan de travail glissant pour la période 2017-2019.

30. En marge de la quarante-sixième session du SBI, les Coprésidents du Comité se sont entretenus avec le Coprésident du Conseil du Fonds vert pour le climat, M. Ayman Shasly, ainsi qu'avec les champions de haut niveau de l'action mondiale pour le climat, M. Inia B. Seruiratu et M^{me} Hakima El Haite, afin de leur donner des informations sur les travaux du Comité, y compris son plan de travail.

31. À sa première réunion, le Comité a demandé au secrétariat d'étudier des solutions techniques pour assurer la pleine participation de tous les membres à toutes ses activités. Pour ce faire, le secrétariat a facilité, dans la mesure du possible, les travaux intersessions¹⁷ du Comité en organisant des conférences téléphoniques.

¹⁷ Voir les modalités de travail du Comité (annexe II, par. 49 b)).

32. Les travaux menés par le Comité après sa première réunion ont notamment consisté à finaliser le plan de travail glissant, à établir des groupes de travail et à en déterminer la composition, à préparer et à lancer deux appels à communications, à rédiger le résumé de la journée d'échanges techniques sur le domaine annuel, et à réaliser d'autres travaux techniques à cet égard.

33. Le Comité a constitué des groupes de travail à composition non limitée sur les questions suivantes :

- a) Collaboration avec les organes existants créés en vertu de la Convention ;
- b) Questions intersectorielles (comme l'égalité des sexes, les droits de l'homme et le savoir des peuples autochtones)¹⁸ ;
- c) Développement du portail consacré au renforcement des capacités ;
- d) Recensement des lacunes et des besoins en matière de capacités ;
- e) Finalisation du rapport intermédiaire technique annuel.

C. Domaine ou thème soumis à l'examen du Comité pour 2017

34. Au paragraphe 74 de la décision 1/CP.21, les Parties ont décidé que le Comité examinerait chaque année un domaine ou un thème lié à l'amélioration des échanges techniques consacrés au renforcement des capacités, afin de mettre à jour les connaissances sur les succès obtenus et les problèmes rencontrés dans le développement des capacités dans un domaine particulier. À sa quarante-cinquième session, le SBI est convenu qu'en 2017 le premier domaine ou thème soumis à l'examen du Comité serait consacré aux activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte de l'Accord de Paris¹⁹.

35. En outre, à sa première réunion, le Comité a décidé, conformément à son plan de travail glissant, de mener les travaux techniques suivants :

a) Procéder à une évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités recensés dans les sources pertinentes, comme les contributions déterminées au niveau national, les rapports biennaux actualisés, les communications nationales et les rapports sur le Forum de Durban ;

b) Procéder à une évaluation des travaux menés par d'autres organes constitués se rapportant à cette question, en vue de recenser les lacunes, les solutions et les synergies.

36. Pour appuyer ses travaux en la matière, le Comité a lancé un appel aux Parties, aux organes constitués et autres parties prenantes intéressées pour qu'ils communiquent des informations intéressant ses travaux sur le domaine ou le thème de 2017 (voir par. 5 d) ci-dessus).

37. En réponse à cet appel à communications concernant le domaine ou le thème de 2017, une contribution d'un organe constitué et 12 contributions de 11 Parties et d'autres parties prenantes intéressées ont été reçues²⁰. Les communications étaient attendues pour le 31 juillet 2017 au plus tard, mais le Comité a invité les parties prenantes concernées à continuer de présenter leurs vues afin que leurs contributions puissent être dûment prises en considération et intégrées dans ses travaux.

38. Certaines communications sur le sujet en question ont accordé une large place aux exemples d'activités de renforcement des capacités récentes ou en cours aux niveaux national et régional visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, en insistant sur des domaines tels que le raccordement au réseau électrique pour les énergies renouvelables, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe, ainsi que la surveillance

¹⁸ Décision 16/CP.22, par. 4 a).

¹⁹ FCCC/SBI/2016/20, par. 91.

²⁰ Les communications sont consultables à l'adresse <http://unfccc.int/10412.php>.

et la notification des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre. D'autres ont souligné la nécessité de continuer à renforcer les capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans les domaines de l'actualisation et de l'adaptation de ces contributions, ainsi que de la gestion des ressources et des installations techniques dans le cadre de la mise en œuvre des contributions dans les pays en développement. En outre, il a été dit qu'il fallait que le renforcement des capacités prenne en compte les droits de l'homme et la problématique hommes-femmes dans la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et que le Comité devait se pencher sur la question. Il a été suggéré que le Comité mette à profit le portail consacré au renforcement des capacités pour donner des informations sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne l'élaboration ou le renforcement de mécanismes juridiques et institutionnels internes à l'appui de l'action climatique à court, à moyen et à long terme aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. La nécessité d'aider les pays en développement à mieux s'approprier le processus de renforcement des capacités dans le cadre de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national a été soulignée et il a été dit qu'il faudrait faire preuve de souplesse dans l'adaptation des activités de renforcement des capacités pour faire en sorte qu'elles répondent davantage aux conditions et aux besoins locaux.

39. Le Comité est convenu d'analyser la teneur des communications et de recenser les informations qui concernaient les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et qui pourraient être téléchargées sur le portail afin de favoriser l'échange d'informations. L'analyse des communications sur le domaine ou thème de 2017 guiderait les travaux du Comité pour le reste de l'année 2017 ainsi qu'en 2018, le Comité étant convenu de travailler sur le même domaine ou thème l'année suivante.

D. Domaine ou thème pour 2018

40. Conformément à son mandat et au paragraphe 74 de la décision 1/CP.21, le Comité décide d'un domaine ou d'un thème annuel lié à l'amélioration des échanges techniques consacrés au renforcement des capacités afin de mettre à jour les connaissances sur les succès obtenus et les problèmes rencontrés dans le développement des capacités dans un domaine particulier, et rend compte de ses travaux dans son rapport intermédiaire technique annuel²¹.

41. À sa première réunion, le Comité est convenu de retenir pour 2018 le même thème que celui qui avait été choisi pour 2017 (voir par. 5 d) et e) ci-dessus).

42. Le Comité est également convenu que des représentants des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et des organes constitués au titre de la Convention ci-après seraient invités à participer à sa deuxième réunion, en fonction du thème annuel retenu : FEM, Fonds vert pour le climat, Comité de l'adaptation, Groupe d'experts des PMA, Fonds stratégique pour le climat et Comité exécutif de la technologie²².

43. Le Comité est en outre convenu que des représentants des autres organes créés en application de la Convention et des entités fonctionnelles du Mécanisme financier seraient invités à désigner des représentants qui collaboreraient, en tant que de besoin, à certaines activités liées à ses travaux, et qu'un représentant du CTCN serait particulièrement encouragé à participer à la réunion.

²¹ Décision 2/CP.22, annexe, par. 12.

²² Voir décision 2/CP.22, annexe, par. 3. La deuxième réunion se tiendra parallèlement à la quarante-septième session du SBI.

Annexe I

Membres du Comité de Paris sur le renforcement des capacités à la date du 9 août 2017

Membres des cinq groupes régionaux de l'Organisation des Nations Unies

M^{me} Marzena Chodor (Pologne)
M^{me} Jeniffer Hanna (République dominicaine)
M. Mahawan Karuniasa (Indonésie)
M. Kakhaberi Mdivani (Géorgie)
M^{me} Rita Mishaan (Guatemala)
M. Mohamed Nbou (Maroc)
M^{me} Renilde Ndayishimiye (Burundi)
M. Matti Nummelin (Finlande)
M^{me} Vedis Vik (Norvège)
M^{me} Yongxiang Zhang (Chine)

Membres des pays les moins avancés

M. Mfumu Richard Lungu (Zambie)

Membres des petits États insulaires en développement

M. Crispin d'Auvergne (Sainte-Lucie)

Annexe II

Règlement intérieur et modalités de fonctionnement du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

A. Règlement intérieur du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

1. Champ d'application

1. Le présent règlement intérieur s'applique au Comité de Paris sur le renforcement des capacités conformément aux dispositions figurant à l'annexe de la décision 2/CP.22 ainsi qu'à toute autre décision pertinente de la Conférence des Parties.

2. Définitions

2. Aux fins du présent règlement :

a) On entend par « Convention » la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;

b) On entend par « Conférence des Parties » la Conférence des Parties à la Convention ;

c) On entend par « Comité » le Comité de Paris sur le renforcement des capacités ;

d) On entend par « coprésidents » les membres du Comité élus en qualité de coprésidents du Comité ;

e) On entend par « secrétariat » le secrétariat visé à l'article 7 de la Convention.

3. Membres

3. Le Comité est composé des 12 membres ci-après désignés par les Parties, qui siègent à titre personnel :

a) Deux membres originaires de chacun des cinq groupes régionaux d'États Membres de l'ONU ;

b) Un membre originaire de l'un des pays les moins avancés ;

c) Un membre originaire d'un petit État insulaire en développement.

4. Les membres du Comité sont désignés par leur groupe ou leur collectif respectif et sont élus par la Conférence des Parties. Les groupes ou les collectifs sont invités à désigner les membres du Comité de façon à permettre un effectif équilibré d'experts dont les compétences intéressent les objectifs du Comité, en tenant compte de l'objectif fixé conformément aux décisions 36/CP.7 23/CP.18 et 21/CP.22 de parvenir à une représentation équilibrée des sexes.

5. Les membres sont désignés pour un mandat de deux ans et ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs. Les règles ci-après sont d'application :

a) La moitié des membres est élue initialement pour un mandat de trois ans et l'autre moitié pour un mandat de deux ans ;

b) Par la suite, la Conférence des Parties élit la moitié des membres chaque année pour un mandat de deux ans.

6. Le mandat d'un membre débute à la première réunion du Comité de l'année civile suivant son élection et s'achève immédiatement avant la première réunion du Comité de l'année civile pendant laquelle son mandat s'achève.

7. Si un membre démissionne ou se trouve pour d'autres raisons dans l'impossibilité de remplir jusqu'à son terme le mandat qui lui a été assigné ou de s'acquitter de ses fonctions, le Comité peut décider, compte tenu de la date plus ou moins proche de la session suivante de la Conférence des Parties, de désigner un autre membre du même groupe ou du même collectif pour remplacer ledit membre jusqu'à l'expiration de son mandat, auquel cas la désignation est comptabilisée comme un mandat.

Représentants des organes créés en application de la Convention et des entités fonctionnelles du Mécanisme financier

8. Six représentants des organes créés en application de la Convention et des entités fonctionnelles du Mécanisme financier seront invités à participer à toutes les réunions du Comité en fonction du thème annuel du Comité.

9. Les représentants visés au paragraphe 8 ci-dessus sont invités pour un mandat d'un an.

10. Les représentants visés au paragraphe 8 ci-dessus ont le droit de prendre la parole à tout moment pendant les réunions du Comité, mais ils ne peuvent participer au processus décisionnel qui relève du Comité.

4. Présidence du Comité

11. Le Comité élit chaque année deux coprésidents parmi ses membres (voir par. 3 ci-dessus), chacun pour un mandat d'un an.

12. Si un coprésident se trouve temporairement dans l'impossibilité de s'acquitter des obligations de sa charge, un autre membre (voir par. 3 ci-dessus), désigné par le Comité, le supplée.

13. Si un coprésident n'est pas en mesure d'achever son mandat, le Comité élit un remplaçant parmi ses membres (voir par. 3 ci-dessus) pour la période restant à courir.

14. En l'absence de l'un des coprésidents, ou des deux, à une réunion donnée, tout autre membre désigné par le Comité assure à titre temporaire la coprésidence ou la présidence de cette réunion.

15. Les coprésidents collaborent pour présider les réunions du Comité et exécuter les tâches pertinentes pendant l'intersession. Entre autres fonctions, ils prononcent l'ouverture et la clôture de chaque séance, veillent au respect du règlement intérieur, donnent la parole et annoncent les décisions. Ils statuent sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règlent entièrement les débats des réunions et assurent le maintien de l'ordre pendant celles-ci.

16. Les coprésidents ou tout membre désigné par le Comité fait rapport au nom du Comité à la Conférence des Parties et/ou à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.

17. Les coprésidents ou tout membre désigné par le Comité représentent le Comité aux réunions tenues à l'extérieur et rendent compte au Comité des résultats de ces réunions.

18. Les coprésidents peuvent également déléguer des tâches aux membres du Comité afin d'accélérer et de faire avancer les travaux de ce dernier.

19. Le Comité peut confier d'autres fonctions et responsabilités aux coprésidents.

20. Dans l'exercice de leurs fonctions, les coprésidents restent sous l'autorité du Comité.

5. Groupes de travail ou équipes spéciales

21. Le Comité peut constituer, si nécessaire, des groupes de travail ou des équipes spéciales pour effectuer des tâches qu'il leur confie ou pour lui donner des avis spécialisés afin de l'aider à s'acquitter de ses fonctions et à atteindre ses objectifs.

22. En constituant les groupes de travail ou les équipes spéciales, le Comité détermine un nombre approprié de membres et veille à ce que ces membres aient les compétences voulues dans le domaine d'activité considéré.

6. Secrétariat

23. Le secrétariat appuie et facilite les travaux du Comité, sous réserve que des ressources soient disponibles.

24. Conformément au paragraphe 23 ci-dessus, le secrétariat :

a) Prend les dispositions nécessaires pour les réunions du Comité et, notamment, annonce les réunions, envoie les invitations et prépare les documents de séance ;

b) Tient les comptes rendus des réunions et prend les dispositions nécessaires à la garde et à la conservation des documents des réunions ;

c) Met la documentation établie pour les réunions du Comité à la disposition du public, sauf décision contraire du Comité.

25. En outre, le secrétariat s'acquitte de toute autre fonction que le Comité lui confie ou que la Conférence des Parties peut juger utile aux travaux du Comité.

7. Réunions

26. Le Comité tient des réunions annuelles organisées par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre au cours d'une session.

27. Le quorum est constitué lorsque la majorité au moins des membres du Comité est présente à la réunion.

28. Avant la fin de chaque réunion, les coprésidents présentent des projets de décision à la réunion pour examen et approbation par le Comité.

29. Les membres sont priés de confirmer leur participation à la réunion du Comité dans les meilleurs délais et quatre semaines au moins avant celle-ci dans le cas des membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement en vue de leur participation, afin de laisser au secrétariat le temps de prendre les dispositions voulues pour le voyage.

8. Ordre du jour et documentation des réunions

30. Les coprésidents établissent, avec l'aide du secrétariat, l'ordre du jour provisoire de chaque réunion ainsi qu'un projet de rapport de la réunion.

31. Les membres peuvent proposer par écrit au secrétariat des ajouts ou des modifications à l'ordre du jour provisoire dans la semaine qui suit la réception de celui-ci, et le secrétariat incorpore ces ajouts ou modifications dans un ordre du jour provisoire révisé en accord avec les coprésidents. L'ordre du jour provisoire révisé doit être communiqué immédiatement aux membres du Comité.

32. Le secrétariat communique aux membres du Comité l'ordre du jour provisoire annoté de la réunion quatre semaines au moins avant celle-ci. L'ordre du jour provisoire annoté peut être communiqué après cette date avec l'accord des coprésidents.

33. Sauf décision contraire des coprésidents, les documents établis pour une réunion du Comité sont publiés sur le site Web de la Convention deux semaines au moins avant celle-ci, dans la mesure du possible.

34. Le Comité examine et adopte au début de chaque réunion l'ordre du jour de celle-ci.

35. Toute question inscrite à l'ordre du jour d'une réunion du Comité dont l'examen n'a pas été achevé pendant celle-ci est automatiquement inscrite à l'ordre du jour provisoire de la réunion suivante, sauf décision contraire du Comité.

9. Processus décisionnel

36. Les membres du Comité prennent leurs décisions par consensus.

37. Le Comité peut adopter des décisions en utilisant des moyens électroniques.

10. Utilisation de moyens de communication électroniques

38. Le Comité peut utiliser des moyens de communication électroniques pour faciliter les travaux intersessions et prendre des décisions conformément aux lignes directrices dont il conviendra. Le secrétariat veille à l'établissement et à la tenue d'une interface Web spéciale sécurisée pour faciliter les travaux du Comité.

11. Collaboration avec les autres organes créés en application de la Convention et les entités fonctionnelles du Mécanisme financier de la Convention

39. Le Comité peut inviter les autres organes créés en application de la Convention et les entités fonctionnelles du Mécanisme financier de la Convention à désigner des représentants pour collaborer, s'il y a lieu, à certaines activités liées à ses travaux.

12. Compétences extérieures

40. Le Comité peut coopérer avec des institutions, des organisations, des mécanismes et des réseaux et centres extérieurs à la Convention, y compris à l'échelle intergouvernementale, régionale, nationale et infranationale, et faire appel à leurs compétences techniques, s'il y a lieu.

13. Participation d'observateurs aux réunions

41. Les Parties et les organisations admises en qualité d'observateurs peuvent assister aux réunions du Comité, sauf décision contraire de celui-ci, afin d'encourager une représentation régionale équilibrée des observateurs.

42. Le Comité peut arrêter d'autres procédures pour permettre à d'autres organisations que celles accréditées auprès de la Convention d'assister à ses réunions en qualité d'observateurs.

43. Dans un souci d'économie et d'efficacité, le Comité peut décider de limiter le nombre d'observateurs présents à ses réunions.

44. Le Comité peut décider à tout moment qu'une séance ou une partie de séance se tiendra à huis clos en excluant les observateurs.

14. Transparence

45. Les débats et les travaux des réunions du Comité sont rendus publics sur le site Web de la Convention.

15. Langue de travail

46. La langue de travail du Comité est l'anglais.

16. Modifications du règlement intérieur

47. Le Comité peut modifier les dispositions du présent règlement intérieur, à l'exception de celles figurant dans les décisions 1/CP.21 et 2/CP.22.

17. Primauté de la Convention

48. En cas de conflit entre une disposition du présent règlement et une disposition de la Convention, c'est la disposition de la Convention qui l'emporte.

B. Modalités de fonctionnement du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

49. Outre les dispositions du règlement intérieur, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités voudra peut-être décider d'autres modalités de fonctionnement pour faire progresser ses travaux. En particulier, compte tenu du fait qu'il tiendra des réunions organisées par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre au cours d'une session, il voudra peut-être envisager de mettre largement à profit les travaux intersessions. Comme indiqué

au paragraphe 38 de son règlement intérieur, il peut utiliser des moyens de communication électroniques pour faciliter les travaux intersessions et prendre des décisions conformément aux lignes directrices dont il conviendra. Il voudra peut-être examiner les options suivantes pour faciliter ces travaux intersessions :

- a) Participation virtuelle à des réunions, compte tenu d'éventuelles contraintes techniques ;
- b) Conférences téléphoniques/réunions virtuelles, compte tenu d'éventuelles contraintes techniques ;
- c) Réunions officieuses immédiatement avant ou après les sessions ou d'autres manifestations ;
- d) Plateformes en ligne pour faire avancer les travaux intersessions consacrés à la documentation.

50. Le Comité voudra peut-être examiner le projet de modalités ci-après pour la conduite des travaux intersessions et la prise de décisions :

- a) Le Comité pourrait centrer son attention sur la fourniture d'orientations précises pour les travaux intersessions pendant ses réunions, et sur les questions techniques pendant l'intersession ;
- b) Les travaux intersessions pourrait être menés par le Comité dans son ensemble ou par un groupe de travail ou une équipe spéciale, avec le concours du secrétariat. Si le Comité choisit la deuxième solution, il voudra peut-être procéder sur la base des principes suivants :
 - i) Tous les membres du Comité seront invités à participer aux travaux, et la composition du groupe de travail ou de l'équipe spéciale sera communiquée au Comité ;
 - ii) Les membres du Comité pourront décider à tout moment de se joindre au groupe de travail ou à l'équipe spéciale ;
 - iii) Tous les membres du Comité seront régulièrement informés de l'état d'avancement des travaux ;
- c) Le Comité sera régulièrement informé de l'état d'avancement de toutes les activités par courrier électronique ;
- d) Les membres du Comité auront suffisamment de possibilités de donner leur avis sur les travaux en cours, y compris les résultats pertinents attendus du Comité ;
- e) Lorsque des décisions seront prises pendant l'intersession, les membres du Comité auront au moins cinq jours pour donner leur avis sur le projet de document avant qu'il ne soit présenté au Comité pour adoption selon la procédure d'approbation tacite ;
- f) En cas d'objection et/ou de modification majeure concernant le document, les options pourraient notamment être les suivantes :
 - i) Les facilitateurs des groupes de travail ou des équipes spéciales ou les coprésidents réviseront le document et le soumettront pour examen et adoption par le Comité selon la procédure d'approbation tacite, par courrier électronique ;
 - ii) L'examen du document sera reportée à la réunion suivante du Comité.

Annexe III

[Anglais seulement]

Paris Committee on Capacity-building technical exchange on the 2017 focus area or theme

A. Introduction

1. The Paris Committee on Capacity-building (PCCB), during its first meeting, held from 11 to 13 May 2017 in Bonn, Germany, dedicated one full day to a technical exchange on its 2017 focus area or theme on capacity-building activities for the implementation of nationally determined contributions (NDCs) in the context of the Paris Agreement. The 2017 focus area or theme of the PCCB was agreed by the Subsidiary Body for Implementation (SBI) at its forty-fifth session.¹

2. The technical exchange on the 2017 focus area or theme of the PCCB took place on 12 May 2017 and focused on the following two main topics, which were also the themes of session I and session II as outlined below:

(a) Identification of initiatives or partnerships supporting capacity-building activities for NDC implementation;

(b) Assessment of capacity-building gaps and needs in NDC implementation in the context of the Paris Agreement.

3. The technical exchange was chaired by the Co-Chairs of the PCCB, Mr. Mohamed Nbou and Mr. Matti Nummelin, and moderated by capacity-building expert Mr. Ari Huhtala. It featured presentations by representatives of Parties, organizations and institutions, interventions by members of other constituted bodies, question and answer sessions, round-table discussions and two parallel breakout discussions.

4. The programme, presentations, guiding questions and report slides of the breakout groups are available on the UNFCCC website, as well as a recording of the discussions.²

B. Discussion on complementarity between the Durban Forum and the work of the Paris Committee on Capacity-building

5. The Chair of the SBI, Mr. Tomasz Chruszczow, kicked off the discussion on complementarity between the Durban Forum and the work of the PCCB by providing a brief overview of the Durban Forum.

6. The Durban Forum was established in 2011 at the seventeenth session of the Conference of the Parties (COP) with the following purpose:

(a) To further enhance the monitoring and review of the effectiveness of capacity-building;

(b) To provide a platform for an open, transparent and extensive exchange of experience, good practices and lessons learned on the implementation of capacity-building activities in developing countries.

7. The Durban Forum is held annually during the first sessional period of the SBI. Its outcomes support the SBI in its annual monitoring of the delivery of capacity-building actions, and in periodic comprehensive reviews of the implementation of the framework for capacity-building in developing countries under the Convention and its Kyoto Protocol. The COP decided that the summary reports on the Durban Forum would serve as inputs to

¹ FCCC/SBI/2016/20, paragraph 91.

² http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/10260.php.

the PCCB.³ The topic of the Durban Forum is determined based on the submissions from Parties and in consultation with the SBI Chair. For instance, Parties were invited to submit, by 9 March 2017, their views on potential topics for the 6th Durban Forum.⁴

8. Since its establishment, the Durban Forum has held six forums. The last three forums focused on the topics: 1) technical and financial support, and capacity-building activities for the preparation of intended nationally determined contributions (INDCs); 2) enhancing capacities to effectively implement the Paris Agreement, particularly focusing on the capacity to convert NDCs into action; and 3) enhancing capacities for adaptation in the context of national adaptation plans and NDCs, respectively.

9. Mr. Chruszczow's presentation was followed by a round-table discussion, which focused on the question of how to best facilitate, ensure and maximize complementarity between the discussions of the Durban Forum and the thematic work of the PCCB, in line with decision 16/CP.22, by which the COP invited the SBI to facilitate complementarity between the Durban Forum and the PCCB.⁵

10. During the discussion, the key role for capacity-building in advancing the implementation of national plans and strategies for low-carbon and climate-resilient development, and in moving away from project-based approaches towards supporting integrated planning and interventions was highlighted. Ownership and in-country capacity retention were considered particularly vital in this regard.

11. One participant noted that identifying common features of successful capacity-building initiatives is important and that recommendations provided by the Durban Forum are useful for providers of capacity-building support. The same participant also pointed to the need to clarify the added value of the PCCB in identifying characteristics of a successful capacity-building initiative.

12. Participants highlighted the complementarity of the work of the PCCB and the Durban Forum. For example, the Durban Forum generates information on best practices that are useful input into the work of the PCCB, while the PCCB may provide guidance on future topics of the Durban Forum.

13. Participants also discussed to what extent the outcomes of the meetings of the Durban Forum are making a difference on the ground. In this regard, it was noted that the PCCB, with its mandate to provide recommendations to the COP through the SBI, provides a new channel to make better use of the Durban Forum results.

14. One participant suggested that the PCCB consider establishing a one-stop shop for funding for capacity-building to facilitate coherence and coordination with regard to accessing capacity-building support, and supporting vertical integration of capacity-building.

15. The importance of multilevel governance and of enabling subnational governments to enhance capacity-building activities that support the implementation of NDCs was also highlighted by the local governments and municipal authorities constituency.

16. At the same time, participants considered it critical to explore the role of the PCCB in promoting private sector involvement and private finance in NDC implementation.

17. A representative of the research and independent non-governmental organizations constituency also pointed to the need for the PCCB to inform individual researchers about its future calls for submissions and to facilitate their participation in providing inputs to the PCCB, and raise awareness among those researchers on Parties' data and capacity-building needs.

18. Adding to this, one participant suggested that the PCCB aggregate best practices by pulling out relevant findings and recommendations from the Durban Forum and other sources and provide guidance on the focus of the next forum. The PCCB could, in a

³ Decision 1/CP.21, paragraph 79.

⁴ Decision 16/CP.22, paragraph 9.

⁵ Decision 16/CP.22, paragraph 5.

participatory manner, provide capacity-building data and information on demand and promote knowledge management through provision of guidelines and other tools.

19. Finally, it was suggested that the PCCB consider facilitating better coordination at the national level with regard to provision of capacity-building.

C. Presentation on the outcome of the capacity-building workshop organized by the Moroccan Government

20. Mr. Mohamed Nbou, Director of the Ministry of the Environment of Morocco and PCCB Co-Chair, made a brief presentation on the outcomes of a workshop on capacity-building and the implementation of the Paris Agreement, organized by the National Competence Centre for Climate Change in Morocco (4C), which was held in Rabat, Morocco, in March 2017. 4C was established to build capacities of Moroccan stakeholders in the area of climate change and to provide a platform for South–South cooperation between Morocco and other African developing countries on climate change mitigation and adaptation.

21. The workshop brought together a team of local and international experts to discuss the implementation of capacity-building under the Paris Agreement. It was aimed at highlighting different approaches to analysing capacity-building in the context of NDCs as well as experience and lessons learned with regard to capacity-building. Financial aspects of capacity-building as well as mechanisms to create synergies and harmonize capacity-building interventions were also discussed. In addition, a round table that was convened as part of the workshop looked at the potential role of regional climate centres, networks and coalitions in the delivery of capacity-building, mobilization of expertise and knowledge management and sharing of regional best practices.

22. Recommendations emerging from the workshop included the need to broaden the scope of regional networks to encompass wider skill sets and areas of expertise, to collaborate with the Climate Technology Centre and Network (CTCN) and its member institutions, and to convene governments and policymakers to enable the integration of inputs from national governments into the work of the PCCB.⁶

23. Participants at the workshop also pointed to the need to capitalize on existing capacity-building initiatives of actors, such as the CTCN or the Global Environment Facility (GEF), by ensuring good coordination that allows building on existing capacity. Peer-to-peer exchange as well as bilateral and multilateral projects and cooperation should likewise be encouraged to enhance mutual understanding and trust-building between stakeholders. At the same time, the need to link technology transfer, climate finance and NDC support with capacity-building efforts was noted to optimize effectiveness and improve sustainability. The important coordinating function of national focal points was underlined in this regard.

24. With respect to NDC implementation, participants further noted the need for feasibility studies and assessments of needs and gaps. Furthermore, it was noted that the science and policy interface needs to be further developed to enhance the relevance of policy instruments. Another point made was that in countries where NDCs were prepared by external experts, capacity-building efforts should focus on building necessary capacities of local experts. Participants also identified the need to cooperate across all governance levels and to build relevant capacities of different groups in society to enable action at the micro level.

25. As regards financing for capacity-building, participants emphasized the need to simplify procedures for accessing finance. Enhancing transparency frameworks for the monitoring and reporting of capacity-building support received and delivered was noted as a further important point, as was the need for providers of capacity-building to respond to requests for support in a more timely manner.

⁶ Decision 2/CP.17, paragraphs 148 and 149.

26. Finally, the participants at the workshop also highlighted the need to improve the capacity-building portal to include information for non-state actors, to ensure better integration of non-state actors in the meetings of the Durban Forum, to enhance coordination between the CTCN and the Adaptation Committee (AC) concerning the delivery of capacity-building initiatives, and to enhance coordination between donors to avoid duplication and inefficiencies.

D. Summary of the outcomes of session I discussions

27. Session I was designed to bring to the attention of the PCCB members some of the initiatives or partnerships supporting capacity-building activities to implement NDCs in the context of the Paris Agreement. The session was conducted through a round-table discussion with representatives of the NDC Partnership, Climate and Development Knowledge Network, GEF, Green Climate Fund (GCF), CTCN and Standing Committee on Finance (SCF). All presentations delivered are available on the UNFCCC website.⁷ The substantive discussions undertaken during session I were guided by the following questions:

(a) What can be done to maximize the impact of the current capacity-building initiatives and support provided by various actors at the national level and to ensure coordination?

(b) What can be done to promote the engagement of other key stakeholders in capacity-building initiatives?

28. The possibility of the PCCB providing recommendations on how to best address the capacity gaps and needs specific to the cases of recipient countries was discussed. In particular, it was noted that developing countries need support in identifying what should be their sectoral approaches for mitigation and adaptation. For instance, some small island developing States need support for identifying best practices that could be applied in their transport sector. It was suggested that the PCCB could compile information about the different needs of individual countries and make available the information collected, and that its guidance should be tailored to the varying capacity needs of countries.

29. The need for close dialogue between the PCCB and the other constituted bodies was noted, with the aim to create synergies and strengthen collaboration. In this regard, it was also noted that the PCCB should take into consideration and learn from experience, especially concerning their work on capacity-building and on strengthening linkages with other bodies and stakeholders. For instance, the SCF representative informed the PCCB that the SCF has focal points for all constituted bodies under the Convention who participate in the meetings of these bodies. Through these focal points, the SCF stays informed of the various activities undertaken by other bodies and strengthens its linkages with them.

30. The importance of having champions for capacity-building to advance the work of the PCCB was highlighted, noting that the leadership of highly motivated champions could drive other key stakeholders to take action.

31. The representative of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) suggested that the PCCB could potentially request the CTCN to extend its Incubator Programme to cover all developing countries and/or provide guidance to the GCF to simplify its accreditation process for national entities. The Incubator Programme of the CTCN is designed to provide support to the least developed countries (LDCs) to achieve specific mitigation and adaptation targets included in their NDCs through technology interventions. It helps the LDCs bring together key national stakeholders to identify and prioritize specific technology actions for NDC implementation through the development of a technology road map.⁸

32. The CTCN representative stressed the importance of having regional meetings of national focal points, as it allows countries to come together to share lessons learned. Such

⁷ http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/10260.php .

⁸ More information available at: <https://www.ctc-n.org/capacity-building/request-incubator>.

regional meetings could also empower the national officers in the process. However, while the CTCN supports country-driven processes and directly serves the needs of individual countries, participants noted that the PCCB cannot work directly at the country level.

33. The GEF representative emphasized the important role of GEF focal points (FPs) and GCF national designated authorities (NDAs) in ensuring coordination of projects on the ground and strengthening country ownership of the project cycle. In many cases, the FPs and NDAs are the same institutions or individuals that can help ensure coordination in climate action projects. In addition to building institutions necessary for climate action, the FPs and NDAs need the technical capacity to design projects and develop project portfolios.

34. It was suggested that the PCCB could conduct surveys, possibly through the use of the capacity-building portal,⁹ on certain key sectors that are important in achieving the climate goals of countries envisioned in the NDCs. For instance, the PCCB could choose to first focus on certain sectors for a specific time period.

35. The capacity-building work of the International Atomic Energy Agency (IAEA) was also shared with the PCCB. It was highlighted that IAEA provides energy-related services and capacity-building support, such as providing energy planning tools and helping countries develop their energy strategies. For instance, the IAEA energy planning service can help identify gaps in energy policy or programmes and then adjust the NDC content accordingly.

E. Summary of the outcomes of session II discussions

36. The aim of session II was to help the PCCB assess the existing capacity-building gaps and needs in implementing NDCs in the context of the Paris Agreement. Mr. Clarence Samuel from the Marshall Islands and Mr. Bubu Jallow representing the LDCs were invited to speak at the session to assist the PCCB with its assessment of capacity needs and gaps. Representatives of the AC, the LEG and the Technology Executive Committee were also invited to intervene during the round-table discussion with the two representatives of developing countries mentioned above, the PCCB members and the observers. All presentations and interventions made by the discussants are available on the UNFCCC website.¹⁰ The round-table discussion of session II was guided by the following questions:

(a) Which are the main human, institutional and systemic capacity gaps and needs identified by developing countries in implementing NDCs?

(b) What are some of the existing and innovative solutions to address the capacity needs and gaps identified above?

37. When asked what the priority actions of the PCCB should be to help facilitate the implementation of NDCs in developing countries, the LDC representative said the LDCs need support in transforming their INDCs into NDCs. Further, the need for support for estimating the cost of mitigation and adaptation activities and providing a breakdown of cost to facilitate the planning process and implementation of NDCs was highlighted. In addition to the ability to transform the INDCs into NDCs, it was stressed that the capacity for preparing a practical plan for the implementation of NDCs should be built.

38. Based on the understanding that the PCCB cannot do site visits and can only provide recommendations, it was suggested that the PCCB could assist in capturing what is happening in developing countries and integrate the compiled information in its future reports. As a way of collecting this information by countries, the LDC representative recommended the use of a survey, to be distributed to Party delegates to fill out when they convene for the session of the Conference of the Parties. Going one step further, it was also suggested that the PCCB should be able to provide information about best practices and provide country-specific recommendations, if possible, to help support the implementation of NDCs in developing countries. It was also suggested that guidance of the PCCB on how

⁹ <http://unfccc.int/capacitybuilding/activities.html>.

¹⁰ http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/10260.php.

to best address capacity-building issues regarding the transfer of technologies aimed at supporting specific activities outlined in the INDCs would be helpful to developing countries.

39. It was stressed that while all the data the PCCB may need are available, the challenge is that those data are fragmented and scattered, which makes it difficult to get a full, holistic picture of what has been done so far and what specific capacities need to be further enhanced. In this context, taking stock of all capacity-building activities undertaken or being undertaken at this stage and making that information available for Parties and non-Party stakeholders was identified as a priority for the PCCB.

40. During the round-table discussion, a representative of the women and gender constituency stressed the importance of integrating gender in capacity-building for climate action. Women are among the most heavily affected by climate change, but they are still largely excluded from climate finance and technology. Noting that women are powerful drivers of change, the representative of the women and gender constituency provided suggestions for mainstreaming gender. Specifically, she mentioned that the training modules for accessing the GCF and technology needs assessments should include gender elements, not only in the context of human rights but also to ensure the effectiveness of capacity-building work.

41. A representative of the research and independent non-governmental organizations constituency highlighted that universities largely remain untapped resources despite the fact that they have an important role to play in supporting the work on capacity-building. He stressed the willingness of universities to work with the PCCB and to help support the implementation of NDCs in developing countries through research and knowledge sharing.

F. Outcomes from the breakout group discussions

1. Breakout group I

42. The first breakout group focused on how the PCCB may be able to strengthen collaboration between different actors to support capacity-building activities for the implementation of NDCs in the context of the Paris Agreement. The group's discussion was guided by the following questions:

(a) How can the PCCB serve as the connecting bridge among actors under and outside the Convention supporting capacity-building activities in developing countries, and how can it contribute to increasing synergies among them?

(b) How can the PCCB collaborate with constituted bodies under the Convention to address current and emerging capacity gaps and needs in implementing NDCs in the context of the Paris Agreement?

43. Participants suggested that the PCCB could compile information on capacity-building gaps and needs to report back to the COP, for example through the use of a database that maps various capacity needs in a holistic manner.

44. In addition to capacity gaps and needs, it was recommended that the PCCB make available on the capacity-building portal any useful capacity training modules or reference materials (see Annex I to PCCB document PCCB/2017/1/10 for further information).

45. Setting up task forces aimed at handling specific types of capacity-building issues was also recommended as a way forward for the PCCB.

46. Establishing capacity-building national focal points was another suggestion made by participants.

47. It was also recommended by the group that the PCCB provide detailed guidelines on how countries should report on their capacity-building needs in national reports under the Convention, including national communications and biennial update reports.

1. Breakout group II

48. The second breakout group discussed how the PCCB may be able to help enhance the capacities of developing countries to implement NDCs in the context of the Paris Agreement with a special emphasis on solutions and best practices. The group's discussion was guided by the following questions:

(a) How can the PCCB address the main institutional, systemic and individual capacity gaps and needs in implementing NDCs in the context of the Paris Agreement?

(b) What can the PCCB do to promote an exchange of information, good practices and lessons learned contributing to addressing current and emerging capacity gaps and needs in implementing NDCs in the context of the Paris Agreement?

49. It was suggested that what the PCCB will do to facilitate an exchange of information and good practices should not overlap with what the Durban Forum on capacity-building does but rather be an add-on.

50. Participants largely agreed that the capacity-building portal should be the PCCB platform for facilitating an exchange of information and best practices. However, their views regarding the extent to which the capacity-building portal should be revamped as well as what further information or functions the portal should provide diverged. The views regarding ways to enhance the capacity-building portal that are captured in paragraphs 51 and 52 below can be complemented by the suggestions emerging from the first PCCB meeting contained in annex I to the meeting report.¹¹

51. Some in the group were of the view that the PCCB should not burden itself with trying to collect any further information but rather work with the existing data, such as the existing capacity-building initiatives on the capacity-building portal. They pointed out that there are other portals, run by other international organizations or non-Party stakeholders, that contain relevant capacity-building information and data and that it is possible to do a simple search on these portals for any information about capacity-building. In this context, it was suggested that the PCCB does not burden other groups or entities with the task of collecting data for the purpose of replenishing the capacity-building portal but rather work with what is already available, including the information that is easily accessible on other capacity-building related portals.

52. Others in the group were of the view that the capacity-building portal needs a significant revamp and requires new features that enable users to do more. The ideas put forward by the group are as follows:

(a) Within the portal, there should be a virtual space for matching local communities or countries that have specific capacity-building needs with specific capacity-building initiatives, thereby allowing their collaboration to advance the work of capacity-building for climate action;

(b) The capacity-building portal should inventory all the inputs gathered, analyse the data and provide customized solutions to individual countries or regions. These steps could be implemented with the use of a common yearly work cycle, asking Parties to provide country-level data on the portal by a certain date and then providing an analysis and review of those inputs. This could be a common process for all Parties, similar to how national communications and biennial update reports are submitted to the secretariat;

(c) The capacity-building portal should have a designated space for a virtual exchange of ideas among national focal points;

(d) The PCCB, through the capacity-building portal, should help countries figure out what their capacity needs are at the regional and national levels, and then try to match those needs to capacity-building initiatives that specialize in addressing such needs. A combination of a mapping of capacity-building initiatives and capacity-building needs assessments would be helpful;

¹¹ See PCCB document PCCB/2017/1/10, annex I.

(e) The capacity-building portal should provide information about the mechanisms and tools available to fill the capacity gaps once the needs have been identified. Often, countries are not aware of what they need to achieve their climate goals and ambitions;

(f) In addition to running the portal, the PCCB should organize workshops and carry out outreach activities to inform people about its activities and potentially invite more people to its meetings. The aspect of building human relationships should not be missing from the process.

G. Key outcomes of the technical exchange

53. This section summarizes the key outcomes of the one-day technical exchange on the basis of the wrap-up provided by the moderator, Mr. Huhtala, on the third day of the first meeting of the PCCB.

54. The discussions during the technical exchange indicated that the overarching purpose of the PCCB could be to support developing countries in building capacities to operationalize their NDCs into investment plans at the country level, focused on poverty alleviation and inclusive growth.

55. Given that there are numerous mandated processes dealing with similar topics, the PCCB could put in place a mechanism that helps to avoid overlaps and to ensure complementarity with other processes. For instance, it would be important to explore how the Durban Forum could influence the topics discussed under the PCCB and how the PCCB in turn can guide the Durban Forum regarding PCCB priority areas. The COP invited the SBI to facilitate complementarity between the Durban Forum and the PCCB.¹² In addition, the PCCB and other Convention bodies should closely collaborate to cross-fertilize their agendas and work plans.

56. Two key areas for possible action by the PCCB emerged from the discussions:

- (a) Analytical work;
- (b) Information sharing.

57. With regard to analytical work, it was suggested that the PCCB could conduct an analysis of capacity-building gaps to report back on to the COP, for example through a database that maps existing gaps and needs in a holistic manner. It could also create an inventory of available capacity-building initiatives and reference materials, establish a task force on specific capacity-building issues, and provide guidelines on how capacity-building related issues should be reported in national reports, including national communications and biennial update reports. The challenge is that the PCCB is not in a position to work at the country level and is therefore limited to desk-based work. The technical exchange revealed a strong appetite for creating a capacity-building inventory and important inputs were provided by developing country and LDC representatives during the exchange. Importantly, any analysis would need to be followed by a knowledge management exercise aimed at synthesizing, articulating and packaging the analysis and its outcomes in a way that is easily understood and ready for action by stakeholders.

58. With respect to information sharing, the existing capacity-building portal offers a good starting point for the establishment of a more complex and user-friendly platform that responds better to existing information needs. For instance, the creation of a password-protected helpdesk or a moderated conversation forum, which would allow national focal points to share and obtain more tailored information, could be explored. An easier and perhaps more realistic option in the short term would be to expand the existing capacity-building portal to include information on available tools, such as the NDC quick start guide or the NDC Partnership navigator, good practices, lessons learned and success stories. It was suggested that a task force could be entrusted with creating an inventory of already existing portals and platforms, and exploring how they could be usefully linked to the

¹² Decision 16/CP.22, paragraph 5.

capacity-building portal. The Climate Knowledge Brokers Group, an alliance of around 150 leading global, regional and national knowledge brokers specializing in climate and development information, could be a good partner in this endeavour.

59. In addition to these discussions on information sharing and analytical work, participants discussed the urgency for better coordination, both international and national, and the need for partnering at the subnational level, including cities, counties and provinces, to deliver NDCs. With regard to the latter, it was noted that mayors and governors can be important champions to accelerate NDC implementation, and that enhanced engagement with non-state actors, such as universities, individual researchers and the private sector, is also vital in this regard. In particular, the need for a stronger partnership between universities and research institutions with the PCCB was stressed, with suggestions for inviting submissions from individual researchers and collaborating with academia for the purpose of collecting and analysing capacity-building data, which is key to the work of the PCCB in providing guidance. It was also suggested that the PCCB help promote private-sector involvement in NDC implementation. What role the PCCB can play in these endeavours is yet to be further discussed and explored.

H. Recommendations and conclusions of the Paris Committee on Capacity-building based on the findings of the technical exchange on its 2017 focus area or theme

60. On the basis of the discussions that took place during the one-day dedicated event on the annual focus area or theme of the PCCB, the PCCB recommends that the COP ensure the thematic alignment of the 2018 Durban Forum on capacity-building with the 2017–2018 focus area or theme of the PCCB on capacity-building activities for the implementation of NDCs in the context of the Paris Agreement.

61. Furthermore, the COP may wish to take note of the following conclusions of the PCCB regarding the implementation of its workplan as it relates to the 2017–2018 focus area or theme based on the outcomes of the discussions thereon:

(a) The PCCB will be informed by the summary reports on the previous meetings of the Durban Forum, including by extracting relevant information and potential recommendations;

(b) The PCCB will aim to take stock of all capacity-building activities undertaken for the implementation of NDCs and make that information available for Parties and non-Party stakeholders, to ensure information sharing regarding relevant capacity-building activities supporting the implementation of NDCs, including by providing a mapping of various capacity needs, relevant stakeholders, best practices and lessons learned, for example by making use of the capacity-building portal. The PCCB will also aim to strengthen collaboration with the wide range of stakeholders involved, including academia and the private sector, for example by inviting submissions from the diverse stakeholders and following up on them;

(c) The PCCB will aim to provide an analysis of capacity-building needs and gaps in the context of NDC implementation and to possibly recommend guidelines on how to conduct capacity gap and need assessments and on how to enhance the capacity-building efforts of Parties to implement NDCs;

(d) The PCCB will also aim to further explore and follow up on the manifold suggestions raised by participants at the one-day dedicated event, including:

(i) The provision of references on the capacity-building portal to any useful capacity training modules or relevant materials;

(ii) The creation of an inventory of other existing portals and platforms, including exploring how they could be usefully linked to the capacity-building portal;

(iii) The need for establishing national focal points for capacity-building;

- (iv) The need for providing guidelines for reporting on capacity-building needs in national reports under the Convention, including national communications and biennial update reports;
- (v) The need for integration of gender considerations into capacity-building for climate action;
- (vi) The need to recommend better coordination among different international and national stakeholders, and partnering with entities at the subnational level, including cities, counties and provinces, to implement NDCs;
- (vii) The organization of capacity-building workshops and events, especially at the regional level.

Annexe IV

[Anglais seulement]

Rolling workplan of the Paris Committee on Capacity-building for 2017-2019

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
Management and oversight of the 2016–2020 workplan				
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: Paris Committee on Capacity-building (PCCB) will manage and oversee the workplan for the period 2016–2020 with the following activities				
	Information on management and oversight of the workplan to be included in the annual technical progress report	X	X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (a) Assessing how to increase synergies through cooperation and avoid duplication among existing bodies established under the Convention that implement capacity-building activities, including through collaborating with institutions under and outside the Convention				
Assessment of the activities of existing bodies	Assessment report on opportunities to increase synergies through: - Identifying possibilities for cooperation; - Avoiding duplication; - Collaborating with institutions under and outside the Convention	X	X	X
	Relevant recommendations as appropriate		X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (b) Identifying capacity gaps and needs and recommending ways to address them				
Gathering of relevant information, including identification of information gaps in order to address them, and identification of best practices, tools and methodologies, including through making use of the capacity-building portal	Assessment report on capacity gaps and needs, comparing the current state of affairs and the new development models	X	X	
Analysis of relevant information gathered	Relevant recommendations as appropriate		X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (c) Promoting the development and dissemination of tools and methodologies for the implementation of capacity-building				
Identification of available tools, methodologies and good practices	Assessment report and dissemination of information gathered	X	X	X

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
	Relevant recommendations as appropriate		X	
Exploration of options for the enhancement of the capacity-building portal to allow for collection of available tools, methodologies and good practices	Options for enhancement of the capacity-building portal identified		X	
Promotion and dissemination of the development of tools and methodologies through awareness-raising, cooperation with relevant stakeholders, etc.	Outreach activities, including through use of the capacity-building portal		X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (d) Fostering global, regional, national and subnational cooperation				
Identification of relevant actors and stakeholders for the fostering of global, regional, national and subnational cooperation	Enhanced cooperation through outreach activities, including through use of the capacity-building portal	X	X	X
	Relevant recommendations as appropriate			X
Information sharing, including through making use of the capacity-building portal		X	X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (e) Identifying and collecting good practices, challenges, experiences and lessons learned from work on capacity-building by bodies established under the Convention				
Identification of activities of existing bodies	Report	X		
Identification of good practices, challenges, experience and lessons learned from work on capacity-building of bodies established under the Convention	Information disseminated, including through use of the capacity-building portal	X		
	Awareness-raising through outreach activities		X	X
	Relevant recommendations as appropriate			X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (f) Exploring how developing country Parties can take ownership of building and maintaining capacity over time and space				
Information gathering, including through seeking of inputs from Parties and others on how developing country Parties can take ownership of building and maintaining capacity over time and space	Information and good practices, including through use of the capacity-building portal	X	X	X
Analysis of information gathered on how developing country Parties can take ownership of building and maintaining capacity over time and space	Relevant recommendations as appropriate		X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (g) Identifying opportunities to strengthen capacity at the national, regional and subnational level				
Information gathering, including through seeking of inputs from Parties and others on opportunities to strengthen capacity at the national, regional and subnational levels	Compilation of notable initiatives and partnerships at the international, national, regional and subnational levels, and dissemination of information gathered, including through use of the capacity-building portal	X	X	X

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
Analysis of information gathered on opportunities to strengthen capacity at the national, regional and subnational levels	Relevant recommendations as appropriate		X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (h) Fostering dialogue, coordination, collaboration and coherence among relevant processes and initiatives under the Convention, including through exchanging information on capacity-building activities and strategies of bodies established under the Convention				
Identification of relevant processes and initiatives under the Convention and gathering of information on capacity-building activities and strategies of bodies established under the Convention	Information shared, including through use of the capacity-building portal	X	X	X
Information gathering, including through seeking of inputs from Parties and others				
Identification of representatives of the PCCB for liaison with respective constituted bodies under the Convention and operating entities of the Financial Mechanism				
Inviting relevant bodies to attend meetings of the PCCB, provide inputs to the capacity-building portal, exchange information on capacity-building activities and strategies of bodies established under the Convention and foster dialogue, coordination, collaboration and coherence among relevant processes and initiatives under the Convention				
Initiation of dialogue and sharing information on capacity-building activities and strategies of bodies established under the Convention and fostering dialogue, coordination, collaboration and coherence among relevant processes and initiatives under the Convention	Platform for continued exchange and communication with other relevant processes and initiatives under the Convention, including through use of the capacity-building portal	X	X	X
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraphs 72 and 73: (i) Providing guidance to the secretariat on the maintenance and further development of the web-based capacity-building portal				
Exploration of options for the enhancement, development and maintenance of the capacity-building portal in order to provide specific guidance to the secretariat	Enhanced capacity-building portal so as to support the PCCB in all its activities as appropriate	X	X	X
	Relevant recommendations as appropriate	X	X	X
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: PCCB will be invited to consider the following in managing the 2016–2020 workplan				

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (a) To take into consideration cross-cutting issues such as gender responsiveness, human rights and indigenous peoples' knowledge				
Identification and compilation of relevant information on cross-cutting issues	Relevant information disseminated	X	X	X
	Relevant recommendations as appropriate		X	
Incorporation of relevant information on cross-cutting issues when conducting other activities, as appropriate		X	X	X
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (b) To take into consideration the outcomes of the third comprehensive review of the implementation of the framework for capacity-building in developing countries				
Consideration of outcomes of the third comprehensive review of the implementation of the framework for capacity-building in developing countries when conducting other activities, as appropriate		X	X	X
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (c) To take into consideration previous work undertaken on indicators for capacity-building				
Identification and review of previous work undertaken on indicators for capacity-building	Analysis and recommendations as appropriate		X	X
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (d) To promote and explore linkages with other constituted bodies under the Convention and the Paris Agreement, as appropriate, that include capacity-building in their scopes				
Identification of representatives of the PCCB for liaison with the respective constituted bodies under the Convention and operating entities of the Financial Mechanism	Linkages with relevant constituted bodies maintained	X	X	X
Inviting relevant bodies to attend meetings of the PCCB, provide inputs to the capacity-building portal and explore and promote linkages with other constituted bodies under the Convention				
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (e) To promote and explore synergies for enhanced collaboration with institutions outside the Convention and the Paris Agreement engaged in implementing capacity-building activities				
Identification of relevant institutions outside the Convention engaged in implementing capacity-building activities so as to explore and promote synergies for enhanced collaboration	Identification of synergies for enhanced collaboration	X	X	X
	Information sharing and awareness-raising measures implemented, including through use of the capacity-building portal			
	Relevant recommendations as appropriate		X	X

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
Mandate: Decision 16/CP.22, paragraph 4: (f) To take into consideration ways of enhancing reporting on capacity-building activities, taking into account all initiatives, actions and measures on capacity-building under the Convention and the Paris Agreement as well as existing reporting mandates, in order to achieve coherence and coordination				
Identification of initiatives, actions, measures and existing reporting mandates, and collection of information on existing reporting mandates and activities in order to consider ways of enhancing reporting on capacity-building activities	Ways to enhance reporting identified Relevant recommendations as appropriate		X	X
Annual focus area or theme				
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraph 74: PCCB will annually focus on an area or theme related to enhanced technical exchange on capacity-building, with the purpose of maintaining up-to-date knowledge on the successes and challenges in building capacity effectively in a particular area Decision 2/CP.22, annex, paragraph 12: PCCB shall decide on its annual focus area or theme, recalling decision 1/CP.21, paragraph 74, related to enhanced technical exchange on capacity-building, with the purpose of maintaining up-to-date knowledge on the successes and challenges in building capacity effectively in a particular area, and will report on this work in its annual technical progress report				
Implementation of pillar 1 ^a of the work of the PCCB through the lens of the annual focus area or theme		X	X	X
Agreeing on 2018 and 2019 focus area or theme of the PCCB	Information on 2018 and 2019 focus areas or themes of the PCCB included in its annual technical progress report		X	
Mandate: Decision 2/CP.22, annex, paragraph 3: Six representatives from bodies established under the Convention and from the operating entities of the Financial Mechanism will be invited to participate in all the meetings of the PCCB in line with the annual theme of the PCCB (FCCC/SBI/2016/20, para. 91)				
Agreeing on representatives to be invited to participate in all meetings of the PCCB	Information on representatives to be invited to participate in all meetings of the PCCB in line with the 2018 focus area or theme of the PCCB included in its annual technical progress report	X	X	X
Mandate: Subsidiary Body for Implementation (SBI) at its forty-fifth session: In 2017 the first focus area or theme for the PCCB will be on capacity-building activities for the implementation of nationally determined contributions in the context of the Paris Agreement (FCCC/SBI/2016/20, para. 91)				
Consideration of the 2017 focus area or theme	Information on consideration of the 2017 focus area or theme of the PCCB, including recommendations and actions, included in the report of the first meeting of the PCCB and the annual technical progress report	X		
Mandate: SBI 45 agreed that representatives of the following operating entities of the Financial Mechanism and the constituted bodies established under the Convention will be invited to participate in the first meeting of the PCCB, which will be held in conjunction with the forty-sixth sessions of the subsidiary bodies: (a) The Global Environment Facility; (b) The Green Climate Fund;				

<i>Activity</i>	<i>Deliverables / expected result / outputs</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
(c) The Adaptation Committee; (d) The Least Developed Countries Expert Group; (e) The Standing Committee on Finance; (f) The Technology Executive Committee				
SBI 45 further agreed that representatives of other bodies established under the Convention and the operating entities of the Financial Mechanism are invited to identify representatives to collaborate, as appropriate, on specific activities related to the work of the PCCB, and particularly encourages a representative of the Climate Technology Centre and Network to participate in the first meeting of the PCCB (FCCC/SBI/2016/20, paras. 92 and 93)				
Invitation of the relevant representatives to the first meeting of the PCCB	Information on consideration of the 2017 focus area or theme of the PCCB included in its annual technical progress report	X		
Mandate: Decision 4/CP.22, paragraph 5: PCCB invited, within the scope of its workplan, to consider a future theme on addressing loss and damage As appropriate, including collaboration with the Executive Committee [of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts?] Working modalities and procedures	As appropriate	X	X	X
Mandate: Decision 2/CP.22, paragraph 5: PCCB to further develop and adopt its working modalities and procedures at its first meeting Decision 2/CP.22, annex, paragraph 13: PCCB shall further develop and adopt its working modalities and procedures at its first meeting, and revise them as necessary				
Development and adoption of working modalities and procedures	Relevant information to be included in annual technical progress report	X		
Linkage with other bodies and external expertise				
Mandate: Decision 2/CP.22, annex, paragraph 14: PCCB may invite other bodies established under the Convention and the operating entities of the Financial Mechanism of the Convention to identify representatives to collaborate, as appropriate, on specific activities related to its work Identification of representatives of the PCCB for liaison with the respective constituted bodies under the Convention and operating entities of the Financial Mechanism Inviting relevant bodies to attend meetings of the PCCB and provide inputs to the capacity-building portal, as appropriate	As appropriate	X	X	X
Mandate: Decision 2/CP.22, annex, paragraph 15: PCCB may engage with and draw upon the expertise from relevant institutions, organizations, frameworks, networks and centres outside the Convention, including at the intergovernmental, regional, national and subnational levels, where appropriate Identification of institutions, organizations, frameworks, networks and centres outside the Convention at the intergovernmental, regional, national and subnational levels with relevant expertise	Entities engaged with and expertise drawn on, as appropriate	X	X	X

Activity	Deliverables / expected result / outputs	2017	2018	2019
Thematic areas				
Mandate: Decision 14/CP.21, paragraph 8: Representatives of the relevant bodies established under the Convention, operating entities of the Financial Mechanism, intergovernmental and non-governmental organizations, and relevant experts and practitioners invited to integrate into their work programmes and activities the lessons learned at, and the main outcomes of, the meetings of the Durban Forum				
As appropriate	As appropriate	X	X	X
Mandate: Decision 3/CP.22, paragraph 8: Constituted bodies under the Convention invited, as appropriate, as those bodies undertake their work, to continue or to initiate, as appropriate, the integration of efforts to avert, minimize and address loss and damage associated with the adverse effects of climate change in particularly vulnerable developing countries, vulnerable populations and the ecosystems that they depend on				
As appropriate, including collaboration with the Executive Committee [of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts?]	As appropriate	X	X	X
Mandate: Decision 21/CP.22, paragraph 4: All constituted bodies in the UNFCCC process requested to include in their regular reports information on progress made towards integrating a gender perspective in their processes according to the entry points identified in the technical paper referred to in paragraph 13 of decision 21/CP.22				
As appropriate	Relevant recommendations as appropriate	X	X	X
Annual technical progress report				
Mandate: Decision 1/CP.21, paragraph 80: PCCB to prepare annual technical progress reports on its work, and to make these reports available at the sessions of the SBI coinciding with the sessions of the Conference of the Parties (COP)				
Decision 2/CP.22, annex, paragraph 17: PCCB will prepare annual technical progress reports on its work for submission to the COP through the SBI, and will make these reports available at the sessions of the SBI coinciding with the sessions of the COP				
Preparation of the annual technical progress report	Technical progress report with all relevant information, including recommendations, as appropriate	X	X	X

Notes: (1) The implementation of all activities of the PCCB, as contained in pillar 1 of its work, will be conducted through the lens of its annual focus area or theme, which, for 2017–2018, is capacity-building for the implementation of nationally determined contributions in the context of the Paris Agreement pursuant to the goals contained in Article 2 of the Paris Agreement; (2) The implementation of the activities of the PCCB outlined in the workplan is subject to the availability of sufficient resources.

^a Pillar 1: activities contained in the 2016–2020 capacity-building workplan, which the PCCB is to manage and oversee, as well as the elements emerging from the third comprehensive review of the implementation of the framework for capacity-building in developing countries established under decision 2/CP.7 that the PCCB was invited to take into consideration in managing the workplan (decisions 1/CP.21, paragraphs 73 and 74, and 16/CP.22, paragraph 4, respectively); pillar 2: annual focus area or theme (decision 1/CP.21, paragraph 74).